

Janvier 2016



Le secteur du bénévolat en Jamaïque : comprendre les enjeux que représente la jeunesse Par Winsome Wilkins

Le développement des jeunes est un élément vital du développement global dans tout pays et la Jamaïque ne fait pas exception. Les jeunes sont des parties prenantes majeures dans la mise en œuvre du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030, ayant tout intérêt à ce qu'aujourd'hui et à long terme, ce dernier soit une réussite. Il existe de nombreux domaines cruciaux dans lesquels les jeunes et les activités de développement sont grandement liés, et l'un de ces domaines est justement le tandem bénévolat/jeunesse, déjà influent et au développement rapide.

Le troisième secteur est un important segment du paysage social jamaïcain depuis le début des années 1900 et contribue largement au développement de la société et des communautés. Ce secteur, notamment la section affiliée au Conseil des services sociaux bénévoles (CVSS), comprend plus de 110 bureaux proposant des services liés à la

[suite page 2](#)

ZOOM

L'action sociale pour tous

Nouvelles orientations pour l'organisation

6

11

suite de la page 1

palette des disciplines du développement social. Parmi ces dernières, les droits des enfants, l'éducation, la santé, le développement en faveur des femmes et celui de la communauté, et l'éducation environnementale.

Le Conseil des services sociaux bénévoles existe depuis 75 ans et a toujours démontré ses compétences dans la gestion de projets de domaines tels que l'assistance technique destinée aux services pour les enfants ; la formation des institutions de la petite enfance ; le soutien du projet visant à étendre la prévention et le traitement du VIH/SIDA ; le renforcement institutionnel, la formation des capacités et la formation en gestion pour les organisations non-gouvernementales, ainsi que d'autres activités.

Dans la tentative d'élargir la base de données existant sur le développement chez les jeunes, le Conseil des services sociaux bénévoles a organisé en octobre 2015 à Kingston en Jamaïque, une Journée de la recherche sur les communautés, la troisième consécutive, ce qui en fait d'ores et déjà une tradition importante. Le thème de la journée de recherche était « la jeunesse, facteur de changement et de développement ». Les sessions ont exploré l'impact des organisations bénévoles dans le développement des jeunes au sein des communautés et, par extension, des pays, sous le prisme de l'engagement dans le domaine de l'agriculture, des fonctions d'animateurs et du bénévolat. Le forum était l'occasion de rassembler des données primaires issues de recherches sur les jeunes et les jeunes adultes (14-35 ans), qui portent sur la thématique du bénévolat chez les jeunes et sur celle des jeunes dans l'agriculture. Ces données seront utilisées comme catalyseur dans la planification du programme et dans sa réalisation future. Les présentations et les autres activités ont eu

Winsome Wilkins est Directrice générale du Conseil des services sociaux bénévoles et de l'organisation United Way of Jamaica. Elle préside la Fondation USAIN BOLT et travaille dans le troisième secteur en Jamaïque depuis plus de 30 ans. Elle a obtenu un diplôme en entrepreneuriat social à l'University College des Caraïbes.



pour but de déterminer les motifs et les empêchements de l'engagement des jeunes dans différents domaines prioritaires, ainsi que les méthodes pour motiver les jeunes à s'engager et à contribuer de manière plus importante à la communauté et au développement national.

Pourquoi une Journée de la recherche ?

Si la contribution à la construction de la nation est non négligeable, particulièrement le bénévolat chez les jeunes/les jeunes animateurs, les jeunes et l'agriculture et le rôle du troisième secteur dans le renforcement familial et parental, les preuves manquent pour justifier l'impact exercé sur le développement national. Les recherches concernant le secteur lui-même sont rares et une grande partie du travail mené repose sur le type d'évaluation faite sur le programme, et plus particulièrement sur les réalisations de cibles spécifiques en matière de projets, d'examen institutionnels et d'autres aspects

de la gestion de projets. Il existe peu de données issues de la recherche permettant d'encourager les tendances, les avantages liés à l'emploi, à la formation, au développement personnel et à d'autres aspects des résultats du programme. Le troisième secteur manque par conséquent de données empiriques qui permettraient une meilleure sensibilisation afin de soutenir le processus de planification.

Dans le cadre du 75^e anniversaire du Conseil et pour continuer sur le thème de l'année « Chérir nos traditions, innover pour le futur », le Conseil a décidé de se lancer dans un Projet de Journée de la recherche, au moment où le secteur souhaite s'appuyer sur les pratiques fondées sur les preuves : une nécessité puisque cela fait partie des normes requises pour avoir accès à des prestations de services.

Cette attente en termes de normes a façonné le discours national sur le développement et a exigé qu'un plus grand nombre de recherches spécifiques portant sur le secteur soient menées afin d'identifier les besoins et demandes des entités, et que les besoins de la population et des clients soient satisfaits.

D'après le CVSS, la marche à suivre implique d'en appeler à la construction des capacités à tous les niveaux du secteur, d'où l'importance que la planification et le développement des activités soient fondés sur les données. A cette fin, l'atelier de la Journée de la recherche consacré au troisième secteur a constitué une étape importante dans la diffusion en Jamaïque d'une approche du troisième secteur fondée sur l'évidence.

La sélection des objectifs

Le thème de la journée était « la contribution des jeunes au changement et au développement », avec l'objectif clair de rassembler et de collationner les données de recherches primaires menées avec l'aide des jeunes adultes vivant sur toute l'île. Cette

journée a été menée en collaboration avec deux institutions qui forment les travailleurs sociaux, à savoir l'Unité sur le travail social de l'Université des Indes occidentales et l'Unité sur le travail social de Portmore Community College. Comme indiqué précédemment, l'objectif clé de la Journée de la recherche était de rassembler des informations servant à la planification du programme et à sa réalisation. Comme prévu, le partage de ces informations à tout le secteur a permis de stimuler l'intérêt, d'explorer les enjeux, d'offrir des pistes supplémentaires pour la collaboration interinstitutionnelle et d'encourager la visibilité du secteur.



Le but étant d'améliorer la capacité des institutions du troisième secteur à se lancer dans la prestation et la planification de services basés sur les preuves et ce, à l'aide de quatre objectifs:

1. Démontrer la valeur des approches fondées sur les preuves pour la prestation de services, à travers des recherches guidées qui permettent aux organisations bénévoles privées participantes de mieux prendre conscience de la pertinence de la planification fondée sur les preuves ; et amélioration des approches d'appuyant sur des documents pour les organisations bénévoles du secteur privé ;

2. Améliorer la connaissance des méthodes de recherches de base, par une participation à des sessions guidées pour des groupes de focalisation cela conduit à une augmentation des connaissances pour les groupes de jeunes participant aux méthodes de recherche de base, à savoir la collecte des données et la collation et la mise à disposition des conclusions.
3. Partager les conclusions tirées des recherches et des évaluations dans les domaines sélectionnés du programme, y compris une exposition permettant de présenter les conclusions des recherches et les résultats du travail d'évaluation.
4. Offrir la possibilité d'un échange des connaissances entre les institutions du troisième secteur, les secteurs public et privé ; partager les conclusions tirées des recherches des évaluations dans des domaines sélectionnés du programme. L'organisation d'un colloque de recherches, qui donnerait lieu à une collaboration plus intense entre les acteurs du secteur et à une sensibilisation accrue et une meilleure disposition à participer au développement national.

Pour donner le ton des discussions, le Dr. Ronald Blake, Directeur exécutif du Jamaica 4-H

Clubs, jeune adhérent, meneur du Conseil de Jamaïque qui compte plus de 90 000 membres, a fait une présentation d'une étude menée par 4-H International en partenariat avec le Conseil national 4-H et l'Institut de recherches appliquées dans le développement de la jeunesse, placé sous la direction du Professeur Richard M. Lerner de la Tufts

University.

Parmi les autres intervenants se trouvaient des représentants de CUSO International, qui collaboraient auparavant avec le Conseil des services sociaux bénévoles pour effectuer une brève recherche sur les « Contributions des institutions membres du CVSS au développement national » et l'Université des Indes occidentales.

Une autre caractéristique de la Journée de la recherche était une exposition lors de laquelle douze institutions, l'Office of the Children's Advocate, le Ministère du travail et de la sécurité sociale (PATH), le Jamaica 4-H Clubs, la Société agricole de Jamaïque, les Rise

Life Management Services, la Abilities Foundation, l'Agence de développement de l'enfant, les Uniform Groups, Unite for Change the Planning Institute of Jamaica, YMCA et une Commission nationale d'éducation avaient présenté leurs biens et services en gardant les domaines thématiques de la Journée de la recherche : le bénévolat chez les jeunes/les jeunes animateurs, la jeunesse et l'agriculture.

Les conclusions majeures des recherches

En réaction à la question « **Est-il possible de rendre l'agriculture et le bénévolat plus attractifs aux yeux des jeunes et du public en général ?** », il y a eu de nombreuses réactions, pour la plupart très positives. Elles recommandaient d'établir des agri-centres dans les centres villes et centres urbains et de veiller à un contact plus direct avec les meilleures pratiques et les informations à partager. En effet, le bénévolat peut élargir les perspectives de recherche d'emploi et favoriser la considération des jeunes bénévoles.

Ces réactions étaient éclairantes, surtout lorsqu'elles étaient comparées aux réactions des membres du groupe de bénévoles. On leur a posé la question suivante : « **que peuvent faire les jeunes pour inciter plus**

de gens à devenir bénévoles ? ». Les jeunes bénévoles ont répondu : l'usage des médias sociaux, plus de forums et de consultations publiques, travailler avec plus de personnalités et planifier des événements spéciaux destinés à sensibiliser l'opinion. La musique et les sports ont également été cités comme des outils puissants pour motiver des bénévoles.



L'idée générale du rapport est que : bien que les jeunes aient l'impression que d'autres veulent effectivement devenir bénévoles, ils pensent que si les institutions, les organisations ou le gouvernement avaient recours à des méthodes plus formelles de persuasion, alors plus de personnes s'engageraient dans le domaine de l'agriculture en voyant l'apport personnel que cela représente (compétences/qualités). Ce qu'il faut retenir ici, c'est la nécessité d'espaces, d'événements, d'expositions et de forums publics, à la fois au niveau national et local, permettant de faire part de ses expériences dans le domaine de l'agriculture.

Concernant la question « Que ressentez-vous du fait d'être bénévole ? », la dernière remarque faite par le groupe agricole, à savoir « la satisfaction de recevoir de la considération pour le travail accompli » rejoignait celle du groupe de bénévoles qui percevaient cette satisfaction

comme en lien direct avec leur bénévolat.

Le manque de ressources est un enjeu pour les deux groupes. Dans le cas du groupe agricole, cela concerne (en grande partie) la non disponibilité de terres, le manque de financements, les agriculteurs victimes de vols (biens et terres) et la sécheresse. Les changements climatiques actuels ont abouti à des sécheresses et à des catastrophes naturelles de plus en plus graves. L'approvisionnement en eau pour l'irrigation est inadéquat ou non-existant dans la plupart des zones agricoles.

Aux yeux du groupe de bénévoles, chacun des éléments suivants a contribué au regard négatif porté sur le bénévolat : les personnes ayant eu une expérience négative en parlent à de nouveaux arrivants et cela peut les dissuader ; les nouveaux bénévoles sont élevés dans l'idée que tout travail mérite salaire ; l'acceptation générale du sentiment que « l'esclavage, c'est fini » ; les nouveaux bénévoles réalisent alors que le bénévolat consiste à « donner ».

En réalité, les volontaires doivent souvent dépenser leur propre argent pour acheter le matériel dont ils ont besoin. Dans leur cas, ils retirent des bénéfices personnels et sociétaux du fait d'être bénévoles. Concernant ce dernier aspect, l'acte d'aider ceux dans le besoin constituait leur plus grande satisfaction. Par ailleurs, ils bénéficiaient de retombées inattendues, notamment en travaillant dans de nouveaux environnements et en vivant de nouvelles expériences. Les participants ont appelé à un programme systématique du gouvernement, et d'autres institutions comme le CVSS à se mobiliser pour promouvoir les bénévoles afin qu'ils soient estimés à leur juste valeur. Ils pensent que les médias sociaux sont une piste à ne surtout pas négliger. De plus, ils ont recommandé au CVSS de développer un manuel de formation destiné aux bénévoles comme aux institutions et comprenant des conseils pour motiver les bénévoles.

La marche à suivre

Les événements de la journée ont été enrichissants : de nombreuses questions relatives à la marche à suivre pour les organisations de bénévoles et des précisions sur l'engagement chez les jeunes. Le Conseil est conscient qu'il faut reconnaître les faiblesses de la recherche dans le domaine de la contribution de la jeunesse au changement et au développement : les repérer ne suffira pas, il faudra faire la différence.

Certains participants ont fait part de leur désir de devenir bénévoles, toutefois sans pouvoir concrétiser ce désir en raison des coûts de transport et des coûts du quotidien qui seraient à leur charge.

Pour ceux qui seraient intéressés par l'agriculture, les problèmes physiques de ressources (terres, produits à cultiver, manque de financements, etc.) posent des défis fondamentaux, surtout pour les personnes vivant dans des zones urbaines.

En bref, il est évident que les jeunes représentent potentiellement un facteur important et une force positive pour le développement lorsqu'on leur met à disposition les connaissances nécessaires et qu'on leur offre des opportunités. Faire en sorte que les jeunes contribuent à des actions de développement plus efficaces permettra de résoudre les problèmes économiques et sociaux que la Jamaïque rencontre.

La sécurité sociale pour tous : le potentiel d'une économie sociale solidaire

Par Yvon Poirier, Québec, Canada

2016 est la première année de l'ambitieux projet des Nations Unies qui vise à réaliser l'objectif d'un développement durable à l'horizon 2030. On ne peut que remarquer le rapport étroit de la plupart des 17 Objectifs de développement durable, voire tous, à des questions relatives au bien-être social, à la justice sociale, aux droits de l'homme, à la santé et à l'éducation, au logement, à l'alimentation et à la nutrition, en d'autres termes à tous les aspects de la vie humaine qui se trouvent au cœur de la mission du CIAS.

Ces enjeux sont également au cœur d'une Economie sociale et solidaire (ESS) : il s'agit d'un cadre qui explore des formes de production et d'échanges destinées à satisfaire les besoins des populations, à renforcer la résilience et à développer les capacités humaines. L'ESS se caractérise par différents degrés de coopération, d'interaction et de solidarité. Partout à travers le monde, les organisations soutenant cette organisation économique multiplient leurs actions dans des domaines comme le logement coopératif et la fiducie foncière communautaire, les systèmes d'aliments locaux, les services de santé, les services financiers, et ainsi de suite. L'ESS est assez similaire à l'économie sociale historique (coopératives et mutuelles). Aux yeux du mouvement de l'ESS, ces démarches sont de manière générale insuffisantes et il est nécessaire d'adopter une approche plus globale afin d'initier des changements plus profonds dans la société, de répondre aux inégalités et d'encourager la participation de

la communauté et la solidarité dans la société dans son ensemble et ce, pas uniquement pour les membres des seules coopératives et mutuelles.

Ces 20 dernières années surtout, l'approche de l'ESS a gagné du terrain dans beaucoup de pays, développés ou en développement. Ces initiatives sont en bonne partie le résultat d'initiatives communautaires, de personnes unissant leurs efforts et se rassemblant pour répondre aux besoins actuels que ni l'Etat seul ni l'économie de marché ne peuvent satisfaire. Au lendemain de la crise financière et économique de 2008-2009 et de ses effets que nous percevons encore aujourd'hui, cette approche n'a cessé d'inspirer des stratégies et des activités destinées à répondre en partie aux besoins non satisfaits de la population. Les individus doivent avoir accès à des emplois et à des revenus pour vivre. Dans de nombreux pays, c'est dans ce but que l'ESS a été initiée. En raison de sa résilience dans la crise financière, l'ESS a aussi gagné en visibilité et on reconnaît qu'elle constitue une alternative à l'économie financière spéculative.

Beaucoup de pays ont même développé des programmes et parfois adopté des lois afin de soutenir cette approche. Par exemple, dans le cas des organisations traditionnelles de l'économie sociale, telles que les coopératives, mutuelles et associations, il existait déjà une infrastructure juridique, à savoir des lois et des régulations. Beaucoup des nouvelles initiatives portent sur d'autres types d'organisations, telles que les commerces à but non lucratif, l'agriculture soutenue par la communauté, le commerce équitable, etc. En Amérique du Sud, par exemple, l'Equateur et la Colombie ont chacun adopté des lois, et même inscrit dans leurs Constitutions respectives des dispositions pertinentes, tandis que des secrétariats nationaux s'appuyant sur une économie solidaire ont été établis au Brésil et en Bolivie.

En mai 2013, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a organisé la plus importante conférence des Nations Unies sur les ESS (<http://www.unrisd.org/sse>) à Genève. Organisé en collaboration avec l'OIT et le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales (UN-NGLS), cet événement a donné lieu à la publication d'un livre « Economie sociale et solidaire: surmonter les obstacles » (Utting, 2015) et à la création en septembre 2013 du [Groupe de travail interinstitutions de l'ONU sur les ESS](#). Le groupe de travail rassemble désormais 19 agences de l'ONU qui sont membres directs, et 5 observateurs, dont ma propre organisation, le [Réseau international de promotion de l'Economie solidaire et sociale \(RIPESS\)](#). En 2014, le groupe de travail a publié un [exposé de position](#) sur l'Economie sociale et solidaire et le défi de l'économie durable. L'exposé de position identifie les potentiels existant dans huit domaines, la plupart étant prépondérants pour l'action sociale :

1. Transition de l'économie informelle au travail décent ;
2. Ecologisation de l'économie et de la société ;
3. Développement économique local ;
4. Villes et colonies urbaines durables ;
5. Bien-être et autonomisation des femmes ;
6. Sécurité alimentaire et autonomisation des petits agriculteurs ;
7. Couverture sanitaire universelle ;
8. Finance solidaire.

L'exposé présente plusieurs exemples de

régimes et de programmes de protection sociale, notamment des assurances santé, ainsi que des exemples d'allocations sociales dérivant des transferts de personnes de l'économie informelle à l'économie formelle.

En plus des exemples cités dans le document, d'autres peuvent être consultés dans un document en cours de préparation et réalisé par le Forum mondial du FAO sur la sécurité alimentaire et la nutrition ; celui-ci porte sur le rôle des organisations rurales dans la protection sociale. Un webinaire a eu lieu le 25 novembre dernier et peut être consulté [ici](#). Le rapport sera bientôt publié.

Une des études de cas, réalisée sur l'ASSEFA en Inde, a été préparée par l'auteur de cet article.

ASSEFA- ASSOCIATION FOR SARVA SEVA FARMS- Plus de 11 000 villages, dans les Etats de Tamil Nadu, Pondichéry, Karnataka, Andhra Pradesh, Maharashtra, Bihar, Jharkhand, Rajasthan et Madhya Pradesh (Inde) ont mis en place plusieurs régimes de protection sociale qui privilégient les groupes de financement autonome formés de femmes (self-help groups, SHG).

Indemnisation en cas de perte de récolte

- La mesure est gérée par les Mutual Benefit Trusts (MBT, une fédération de groupes de financement autonome) et prend effet quand des agriculteurs ont des rendements inférieurs au seuil prédéfini. Afin de réduire le risque de perte, les fermiers sont formés et reçoivent des intrants agricoles. Les progrès de la croissance des récoltes sont régulièrement contrôlés et encouragés par les MBT. Des frais nominaux sont collectés auprès des fermiers inscrits et vont dans les réserves financières des MBT.

Régime de protection du bétail - Cette mesure est gérée par la Fédération des Coopératives laitières et indemnise les

fermiers qui ont perdu leur bétail. Les fermiers reçoivent un crédit afin d'acheter des animaux et paient des frais nominaux (4% du montant du crédit) qui couvrent également l'assurance des animaux.

Indemnisation en cas de perte de salaire

- Ce programme est également géré par les MBT et verse une indemnisation aux femmes qui ne peuvent pas travailler durant les 3 derniers mois de leur grossesse. Les MBT organisent chaque année entre septembre et octobre des campagnes régulières de collecte de fonds à l'occasion de la célébration des anniversaires de Vinoba (disciple de Gandhi) et de celui de Gandhi. Ces fonds sont utilisés pour subventionner le programme. Environ 2 500 femmes bénéficient d'une indemnisation suite à une perte de salaire : elles sont payées pour se rendre dans les cliniques publiques et recevoir des kits de maternité et participer à des cours pour s'occuper du nouveau-né.

La couverture des **services de santé** est un autre domaine où les initiatives relatives à l'ESS se sont développées ces dernières années. Au Rwanda, 90% de la population reçoit des services de santé qui sont pris en charge par un régime d'assurance mutuelle. Au Mali, 1 070 centres communautaires de santé fournissent des services de base, travaillent à la prévention de la malaria et du VIH-SIDA, les groupes cibles étant les femmes et les enfants. En 2014, à l'occasion du Sommet international des coopératives, le projet de recherche conduit par Jean-Pierre Girard, *Etude internationale des coopératives et mutuelles à l'œuvre dans le secteur de la santé et des services sociaux*, a décrit les situations de plus de 50 pays à travers le monde. Dans certains pays, ces formes d'assistance et les services publics fonctionnent de manière complémentaire, comme c'est le cas par exemple des services de soins à domicile pour les personnes âgées ou handicapées. Dans d'autres pays, les organisations de l'ESS gèrent une partie du service public, comme c'est le cas des

hôpitaux au Japon (environ 25% des hôpitaux). Dans d'autres pays considérés moins développés, comme en Afrique de l'Ouest, ces organisations sont souvent le meilleur moyen pour avoir accès aux services de santé.

Les organisations de l'ESS sont de nature très variée. Certaines sont des coopératives et des mutuelles, certaines sont à but non lucratif ou des associations, d'autres sont des réseaux au niveau national ou international. Il existe des réseaux de chercheurs : ils adoptent tous la même approche, à savoir la mobilisation des membres de la communauté afin qu'eux-mêmes dirigent et gèrent ces chercheurs. Ces derniers encouragent ainsi non seulement la solidarité au sein de la communauté mais ils créent également des communautés plus résilientes en cas de catastrophes, humaines ou naturelles. Quelques exemples :

- Au Sierra Leone, dans le district de Kailahun, le plus gravement touché du pays, [SEND West Africa](#), une organisation sociale oeuvrant au développement des entreprises, a aidé les membres concernés de la communauté. Elle a porté assistance aux orphelins et a restructuré les programmes de moyens de subsistance pour mieux répondre aux exigences de la situation. SEND mobilise le Réseau des femmes Kailahun au gouvernement (KWIGN), afin d'éduquer la communauté par le biais d'une radio locale sur la prévention et les soins.
- Dans le Tamil Nadu (Etat de l'Inde du Sud), 152 villages faisant partie de l'association ASSEFA ont été touchés par les pluies torrentielles de décembre 2015. En l'espace de

quelques jours, ils ont pu fournir des vivres à 1 336 familles et sont actuellement en train d'organiser avec le personnel de terrain et le soutien financier (pour les matériaux de construction) apporté par des organisations d'Inde, d'Italie et de France (partenariats de longue durée) la reconstruction de 130 maisons et de 2 écoles communautaires.

Les exemples ci-dessus ont un dénominateur commun dans le sens où il s'agit toujours d'initiatives émanant de la communauté et destinées à mobiliser ceux qui en font partie ; ces initiatives prennent des formes variées, allant de structures organisées (cela varie selon les pays, selon leur histoire et culture et selon la législation) à des services de base rendus par les membres de la communauté eux-mêmes. Cependant, le rôle joué par les autorités publiques est aussi essentiel. Par exemple, le Gouvernement des Nouvelles-Galles du Sud en Australie continue d'apporter des fonds alors que le service de soins à domicile de l'Etat a été transféré dans sa totalité (même le personnel) à Australia Unity, une mutuelle créée il y a 175 ans.

Nous avons la ferme conviction qu'en vue de réaliser les trois premiers ODD (*Objectif 1. Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge*), l'ESS est essentielle. L'histoire de l'humanité récente, en particulier les 30-40 dernières années, montre clairement que l'exclusion et la marginalisation sont le résultat d'une mondialisation néolibérale. Par l'adoption du Programme à l'horizon 2030, les gouvernements du monde entier ont accepté de mettre en œuvre ces objectifs. Mais la

mobilisation des citoyens, au même titre que les Etats dans la couverture et la gestion des services de protection sociale et des services de santé, et l'organisation de moyens de subsistance durables, est essentielle. La réalisation de ces objectifs ne se fera pas d'elle-même, par un effet de « ruissellement » (trickle-down) de la mondialisation, et encore moins sans inverser le flot de richesses allant au 1% de la population qui contrôle 50% des richesses.

Cette inégalité, qui est de plus en plus marquée, est le fruit de l'injustice et de la violence dans le monde. Elle nourrit le fondamentalisme et le sectarisme (divisions au sein des diverses communautés reposant sur l'appartenance ethnique ou religieuse) partout à travers le monde.

De la même manière que le CIAS, nos membres sont actifs dans des domaines variés que l'on trouve à l'intérieur des sphères habituelles du développement social, de l'action sociale et de la justice sociale. Sont ainsi concernés entre autres l'alimentation et la nutrition, les services du bien-être et de la santé, la protection sociale, l'éducation et le logement, ainsi que beaucoup de domaines relatifs au développement économique, aux droits de l'homme et à la participation de la communauté.

Dans notre déclaration [Vision globale](#), nous affirmons qu'un changement dans le paradigme sur le développement doit se produire :

« Dans l'ESS, les citoyens et citoyennes jouent un rôle actif dans l'élaboration de toutes les dimensions de la vie humaine: économique, sociale, culturelle, politique et environnementale. L'ESS est présente dans tous les secteurs de l'économie : de la production à la finance, en passant par la distribution, l'échange, la consommation et la gouvernance. Elle vise à transformer le système économique et social, incluant les secteurs public, privé et d'autres secteurs. L'ESS ne concerne pas seulement les pauvres : elle s'efforce de surmonter les inégalités qui

touchent toutes les classes de la société. L'ESS a la capacité de faire siennes les meilleures pratiques du système actuel (par exemple le souci d'efficacité, l'utilisation de technologies et l'accent mis sur les connaissances) en les transformant pour les mettre au profit du bien-être des communautés, suivant différentes valeurs et objectifs. »

Depuis la Seconde Guerre mondiale, notre monde connaît plusieurs bouleversements, guerres, crises économiques, pauvreté, développement inégal et surexploitation des ressources naturelles au-delà de ce que notre planète peut supporter. En tant qu'individus, nous devrions avoir honte que d'autres êtres humains meurent encore de malnutrition, du manque de services de maternité et de l'absence d'eau potable ou de maisons décentes habitables.

L'humanité possède toutes les connaissances et les compétences pour réarranger autrement notre système socioéconomique, de manière à fournir tout ce qui est nécessaire aux besoins primaires de l'espèce humaine. Aux yeux de l'ESS, notre économie contemporaine dictée par le marché a été fondamentalement détournée pour répondre entre autres aux besoins des investisseurs. A l'inverse, notre philosophie se fonde sur les besoins fondamentaux des personnes, autrement dit, sur une approche fondée sur les droits de l'homme, la solidarité et la paix et préservant Mère Nature pour les futures générations.

Une dernière pensée, citation de Gandhi : « Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'Homme, mais pas assez pour assouvir son avidité. »

Les opinions exprimées dans les articles ci-dessus sont celles de leurs auteurs et ne devraient pas être confondues avec les opinions du Comité de direction du CIAS

L'Assemblée du CIAS établit de nouvelles orientations pour l'organisation

Les 29 et 30 janvier, l'Assemblée du CIAS s'est réunie à Dublin en Irlande. Durant deux jours d'intenses discussions, les participants ont détaillé les activités des organisations affiliées au CIAS aux niveaux régional et mondial, en exposant les résultats, les obstacles rencontrés et les leçons à en tirer.



Le Rapport annuel 2015, déjà présenté au Conseil, faisait état des activités classées en six domaines prioritaires : l'autonomisation, la résilience et la protection sociale ; le travail en réseau et innovations en matière de politiques dans notre travail ; la communication avec nos parties prenantes ; le discours de sensibilisation mondial actuel et la gouvernance mondiale à responsabilité sociale ; la coopération au niveau régional ; les dialogues en matière de mesures politiques et le développement des capacités. Le Conseil a largement discuté des enjeux tels que les ressources financières et humaines, le budget, l'augmentation du nombre d'adhésions, la coopération avec les partenaires et les actions de sensibilisation.

Le Président de la région d'Asie du Nord-est, le Professeur Heung Bong Cha, a informé le Conseil sur le processus préparatoire pour la

Conférence conjointe mondiale sur le travail social et le développement social que le CIAS et ses partenaires, l'Association Internationale des Ecoles du travail social et la Fédération internationale des travailleurs sociaux organiseront en juin 2016 à Séoul en République de Corée. Les participants ont prêté une attention particulière à la nécessité de renforcer les liens verticaux et horizontaux au sein de l'organisation, en échangeant des idées et des bonnes pratiques. Le rôle important des newsletters mondiales et régionales du CIAS en tant que moyens de communication avec les membres a été souligné.

L'ébauche du nouveau Programme mondial du CIAS pour 2016-2020 a été présentée à l'Assemblée. Le document fera l'objet d'un examen approfondi des organisations membres, avant son adoption par l'Assemblée générale du CIAS dans le courant de l'année. Le nouveau Programme mondial expose les fonctions et objectifs principaux du CIAS dans le monde contemporain, et fait part des outils disponibles. Il y figure que l'introduction de politiques durables en matière de socles de protection sociale universelle devrait devenir un point majeur au programme de toutes les campagnes de sensibilisation. Le CIAS considère la protection sociale non seulement comme l'un des meilleurs moyens pour réduire la pauvreté, l'insécurité et les inégalités dans le monde, mais aussi comme un moyen efficace pour garantir la durabilité.



Les sessions de l'Assemblée ont été présidées tour à tour par l'actuel Président du CIAS, Michael Cichon, et par la Présidente élue, Eva Holmberg-Herrström. Les participants ont cordialement remercié M. Cichon pour son engagement envers l'organisation durant ces quatre dernières années et sa capacité à diriger sur le plan intellectuel. Accueillie chaleureusement, Mme Holmberg-Herrström, la nouvelle Présidente, a exposé sa vision des défis actuels et de ceux à venir.

Ressources et liens utiles : les trouvailles du mois

Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances 2016.

OIT, Genève, 2016.

Publié le 19 janvier 2016, **Emploi et questions sociales dans le monde** est le rapport phare de l'OIT concernant les questions relatives au travail dans le monde. Il explore d'un côté la nature interconnectée des politiques macroéconomiques, et de l'autre, l'emploi et les questions sociales, il analyse également quelles combinaisons politiques sont les plus efficaces pour obtenir un taux d'emploi élevé et des revenus équilibrés. La publication recense également pour les lecteurs les tout derniers indicateurs du marché du travail et les indicateurs sociaux mondiaux et régionaux.

Pour plus de détails :

http://www.ilo.org/global/research/globalreports/weso/2016/WCMS_443480/lang-en/index.htm

Laboratoire sur les politiques mondiales : Réformer les retraites dans les pays en développement et en transition (Série Recherches et politiques)

UNRISD, Genève, 2015

Ces trois dernières années, la réforme des retraites a pris des airs de laboratoire sur les politiques mondiales. Les recherches menées par l'UNRISD sur les facteurs de la réforme des retraites et sur la diversité des modèles et des résultats apportent des preuves permettant de réfuter trois des mythes les plus inutiles sur la réforme des retraites. Les études démontrent que : la privatisation n'est pas une solution miracle ; la déclaration des mesures destinées à la réforme n'est en réalité pas appropriée à tous les contextes nationaux ; et il est possible de regagner de l'espace politique afin de réformer les systèmes de retraite de manière optimale.

Pour plus de détails :

[http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/httpNetITFramePDF?ReadForm&parentunid=2AE50049D2A0EC9AC1257EED0050A438&parentdoctype=brief&netitpath=80256B3C005BCCF9/\(httpAuxPages\)/2AE50049D2A0EC9AC1257EED0050A438/\\$file/RPB19-Pensions.pdf](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/httpNetITFramePDF?ReadForm&parentunid=2AE50049D2A0EC9AC1257EED0050A438&parentdoctype=brief&netitpath=80256B3C005BCCF9/(httpAuxPages)/2AE50049D2A0EC9AC1257EED0050A438/$file/RPB19-Pensions.pdf)

Rédacteur de la newsletter :
Sergei Zelenev, Directeur exécutif
E-mail: szelenev@icsw.org,

Adresse :
ICSW, 5700 Arlington Ave., Bronx, New York, 10471 (Bureau de New-York)
Téléphone: +1 347-526- 4893,
icsw@icsw.org
Site web : www.icsw.org;

Traduction française: Ohrem Stéphanie